

EMBARGO : 14 mai 2024, 6 h 00 HEC

Hausse du harcèlement et de la violence à l'égard des personnes LGBTIQ

En Europe, un nombre croissant de personnes LGBTIQ choisissent désormais de vivre ouvertement leur identité. En même temps, elles sont davantage confrontées à la violence, au harcèlement et à l'intimidation qu'auparavant. Cette tendance est particulièrement préoccupante pour les jeunes personnes LGBTIQ, qui se retrouvent dans une situation de vulnérabilité accrue. Telles sont quelques-unes des conclusions de la dernière enquête de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), basée sur les réponses de plus de 100 000 personnes LGBTIQ dans toute l'Europe.

Le rapport intitulé « [LGBTIQ equality at a crossroads: progress and challenges](#) » (*L'égalité des personnes LGBTIQ à la croisée des chemins : progrès et défis*) rend compte des expériences, des points de vue et des défis auxquels les personnes LGBTIQ sont confrontées en Europe. Il souligne également les changements intervenus depuis les précédentes enquêtes de la FRA en [2019](#) et en [2012](#).

Les résultats de l'enquête révèlent des signes de progrès lent mais progressif. Si la discrimination à l'égard des personnes LGBTIQ reste élevée, elle diminue progressivement. Les écoles traitent les questions liées aux personnes LGBTIQ de manière plus positive et proactive, et les jeunes se sentent davantage soutenus par leurs enseignants et leurs pairs. Néanmoins, l'intimidation, le harcèlement et la violence ont atteint des niveaux élevés.

Les principales conclusions de l'enquête sont les suivantes :

- **Ouverture** : plus d'une personne sur deux parle désormais ouvertement de son orientation sexuelle, de son identité et de son expression de genre, ainsi que de ses caractéristiques sexuelles. Mais la plupart d'entre elles évitent encore de tenir la main de leur partenaire de même sexe en public, de peur d'être agressées.
- **Discrimination** : plus d'une personne sur trois est victime de discrimination dans sa vie quotidienne en raison de son identité. Il s'agit d'une légère diminution par rapport au chiffre de deux personnes sur cinq relevé en 2019. Pourtant, la discrimination reste invisible puisque seule une personne sur dix la signale à une autorité.
- **Violence** : plus d'une personne sur dix a été victime de violence au cours des cinq années précédant l'enquête, soit un peu plus qu'en 2019. Plus d'une personne intersexuée sur trois a été agressée.
- **Harcèlement** : plus d'une personne sur deux a été victime de harcèlement motivé par la haine, contre une sur trois en 2019. Deux personnes intersexuées et transgenres sur trois ont été harcelées.

- **Intimidation** : plus de deux personnes sur trois déclarent avoir été victimes d'intimidation à l'école, toutes générations confondues et dans tous les pays de l'UE. Il s'agit d'une forte augmentation par rapport à une personne sur deux en 2019.
- **Éducation** : les écoles abordent les questions liées aux personnes LGBTIQ plus souvent qu'auparavant. Plus d'un élève LGBTIQ sur cinq déclare à présent que son école a abordé la question de manière positive.
- **Santé mentale** : plus d'une personne sur trois a envisagé de se suicider. Plus de la moitié des personnes trans, non binaires et présentant une variance de genre disent avoir des pensées suicidaires.
- **Pratiques de « conversion »** : Une personne sur quatre déclare avoir été forcée de se soumettre à des pratiques de « conversion » pour changer son orientation sexuelle ou son identité et son expression de genre.
- **Gouvernements** : Seule une personne sur quatre considère que son gouvernement lutte contre les préjugés et l'intolérance à l'égard des personnes LGBTIQ, contre une personne sur trois en 2019.

Le rapport souligne également que les expériences des personnes LGBTIQ varient considérablement d'un État membre à l'autre et que chaque groupe est confronté à des défis différents.

Les personnes intersexuées, trans, non binaires et présentant une variance de genre sont davantage confrontées au harcèlement et à la violence. Elles sont plus susceptibles d'être confrontées à des problèmes de santé mentale et d'avoir des pensées suicidaires. Elles sont également plus susceptibles de se retrouver sans abri et d'avoir du mal à accéder aux soins médicaux. Il en va de même pour les personnes LGBTIQ avec un handicap, en difficulté financière ou appartenant à des groupes minoritaires ethniques, raciaux ou autres.

Les résultats de l'enquête aideront la Commission européenne à évaluer sa [stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ](#) et contribueront à faire progresser les politiques visant à protéger et à promouvoir les droits fondamentaux des personnes LGBTIQ. La FRA appelle les gouvernements à agir :

- **Crimes de haine** : appliquer une culture de tolérance zéro à l'égard de la violence et du harcèlement des personnes LGBTIQ. Investir dans la formation de la police pour veiller à ce qu'elle puisse reconnaître et enregistrer les crimes de haine à l'encontre des personnes LGBTIQ, et puisse enquêter correctement à leur sujet. Ainsi, les victimes se sentiront en sécurité lorsqu'elles signalent des agressions et seront traitées équitablement. Considérer les motifs discriminatoires comme des facteurs aggravants au cours des procédures pénales.
- **Discrimination** : lutter contre la discrimination dans tous les domaines en adoptant la directive de l'UE relative à l'égalité de traitement et en transposant les directives sur les normes applicables aux organismes de promotion de l'égalité. Donner les moyens d'agir aux organismes pour l'égalité de traitement et leur fournir des ressources adéquates afin qu'ils puissent mieux soutenir les victimes.

- **Haine en ligne** : lutter contre la haine en ligne et les campagnes de désinformation à l'encontre des personnes LGBTIQ. Aborder le risque de préjugés dans les algorithmes et s'assurer que les plateformes numériques respectent la législation de l'UE.
- **Éducation** : faire des écoles des environnements d'apprentissage sûrs et favorables pour tous les enfants. Lutter contre le harcèlement et veiller à ce que les programmes et les systèmes éducatifs s'appuient sur les bonnes pratiques promues par l'UE.
- **Soins de santé** : garantir l'accès à des soins de santé de qualité, y compris à un soutien en matière de santé mentale. Mettre fin aux pratiques de « conversion » et aux interventions médicales non vitales.

Pour **Sirpa Rautio, directrice de la FRA** : « *Le fait d'être ouvertement LGBTIQ en Europe ne devrait pas être une lutte. Même si nous constatons des signes de progrès, l'intimidation, le harcèlement et la violence restent des menaces constantes. Il est temps d'agir avec détermination et de s'appuyer sur les progrès que nous avons accomplis, afin que chacun dans l'UE soit traité sur un pied d'égalité et puisse vivre dans la dignité et le respect.* »

Citation de la commissaire à l'égalité Helena Dalli : « *Les conclusions de l'enquête de la FRA fournissent des données inestimables sur les expériences vécues par les personnes LGBTIQ en Europe. Elles nous aident à apprécier les progrès que nous avons réalisés et à mettre en évidence les défis qui restent à relever. J'encourage tous les États membres à utiliser les données pour mettre en place des politiques solides de lutte contre la discrimination et de protection des droits de toutes les personnes LGBTIQ.* »

Cette enquête s'appuie sur les résultats de plus de 100 000 répondants issus des 27 pays de l'UE, d'Albanie, de la République de Macédoine du Nord et de Serbie.

La FRA présentera le rapport lors de l'événement « [Pride Alliances and Policy](#) » organisé par la présidence belge du Conseil de l'UE à Bruxelles le 17 mai.

L'explorateur des données de la FRA permettra bientôt de filtrer les données par pays, par question d'enquête et par orientation sexuelle, par identité et expression de genre, et par caractéristiques sexuelles.

Pour un complément d'informations, veuillez consulter le [dossier de presse](#) ou contacter : media@fra.europa.eu / Tél. : +43 1 580 30 653